

N° 1926.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE

Convention pour l'échange des mandats-poste entre l'office de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et les offices des pays du Levant sous mandat français. Signée à Paris, le 12 juin 1928.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE

Agreement for the Exchange of Money Orders between the Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Post Offices of the Countries of the Levant under French Mandate. Signed at Paris, June 12, 1928.

N° 1926. — CONVENTION POUR L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE ENTRE LES OFFICES DES PAYS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS ET L'OFFICE DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD. SIGNÉE A PARIS, LE 12 JUIN 1928.

No. 1926. — AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICES OF THE COUNTRIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE. SIGNED AT PARIS, JUNE 12 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 janvier 1929.

French and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place January 11, 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus par les actes internationaux sur la Syrie et le Liban, étant désireux de faciliter la transmission des fonds entre la Grande-Bretagne et l'Irlande et les pays du Levant sous Mandat français, par le moyen de mandats de poste et de conclure un Arrangement à ces fins.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

Dans cette convention, l'expression « Grande-Bretagne » comprend l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'Île de Man, et l'expression « Pays du Levant sous mandat français » comprend l'Etat de Syrie, l'Etat du Liban et l'Etat des Alaouites et l'Etat du Djebel Druze.

Article 2.

Un échange régulier de mandats-poste est créé entre la Grande-Bretagne, d'une part, et

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, acting in virtue of the powers conferred upon it by the international instruments concerning Syria and Lebanon, being desirous of facilitating the transmission of money between Great Britain and Northern Ireland and the countries of the Levant under French Mandate by means of Post Office Money Orders and of concluding an Agreement for that purpose ;

The Undersigned duly authorised by their respective Governments have agreed upon the following Articles :

Article 1.

In this Agreement the expression " Great Britain " includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man, and the countries of the Levant under French Mandate comprise the State of Syria, the State of Grand Lebanon and the State of the Alawites and the State of Jebel Druz.

Article 2.

Between Great Britain on the one hand and the countries of the Levant under French

les pays du Levant sous mandat français, d'autre part.

Mandate on the other hand there shall be a regular exchange of Money Orders.

Article 3.

Le service des mandats-poste entre les pays dénommés sera exécuté exclusivement par l'intermédiaire de bureaux d'échange. Le bureau d'échange de la Grande-Bretagne est Londres ; celui des pays du Levant sous mandat français, Beyrouth.

Article 3.

The Money Order Service between the countries named shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of Great Britain the Office of Exchange shall be that of London, and on the part of the countries of the Levant under French Mandate that of Beirut.

Article 4.

Le montant de chaque titre échangé de part et d'autre sera exprimé en sterling. Le bureau d'échange de Beyrouth convertira en sterling le montant de chaque mandat émis dans les pays du Levant sous mandat français et en monnaie libano-syrienne, le montant de chaque titre émis en Grande-Bretagne. Les fractions de penny seront négligées dans la conversion.

Le taux de conversion se rapprochera le plus possible de celui résultant du cours des changes, à Beyrouth, à la date d'envoi, par le bureau d'échange syrien, de la liste d'avis, pour ce qui touche les mandats émis, dans les pays du Levant sous mandat français, et, dans le sens inverse, à la date de réception, par ce même bureau, de la liste d'avis, en ce qui concerne les mandats émis en Grande-Bretagne.

Le bureau d'échange de Beyrouth notifiera en temps opportun à l'office de Grande-Bretagne les taux de conversion adoptés pour les mandats échangés dans les deux sens.

Article 4.

Money Orders in both directions shall be expressed in sterling. The Office of Exchange at Beirut shall convert into sterling the amount of every Order issued in the countries of the Levant under French Mandate and into Syrian currency the amount of every Order issued in Great Britain. In the preparation of an Order fractional parts of a penny shall be ignored.

The rate of conversion shall be equal, or closely approximate to the rate of exchange current at Beirut on the date of the despatch of the Advice Lists from the Office of Exchange of Beirut in the case of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate and on the date of the receipt of the Advice Lists in the case of Orders issued in Great Britain.

The Office of Exchange at Beirut shall keep the Post Office of Great Britain informed of the rates of conversion adopted for Orders advised in both directions.

Article 5.

Chacune des administrations postales aura la faculté de fixer, d'accord avec l'autre, le montant maximum d'émission de chaque mandat. Ce maximum n'excédera pas 40 livres sterling ou le plus proche équivalent pratique de cette somme en monnaie syrienne.

Article 5.

Each of the postal Administrations shall have power to fix, in agreement with the other, the maximum amount for which it will issue a single Money Order. The maximum shall not exceed £40 or the nearest practical equivalent of that sum in Syrian currency.

Article 6.

Chacune des administrations postales aura la faculté de modifier, selon les circonstances, le droit de commission payable par les expédi-

Article 6.

Each of the postal Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be paid by Remitters

teurs des mandats qu'elle émettra, pourvu qu'elle fasse connaître son tarif à l'administration correspondante.

Le droit de commission appartiendra à l'administration d'origine.

Cette dernière bonifiera à l'administration qui acquittera les mandats une commission d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) sur le montant total de mandats payés ; aucune bonification ne sera allouée pour les mandats émis en franchise de droits.

Les titres émis au profit des prisonniers de guerre ou envoyés par eux seront exempts de toutes taxes.

Article 7.

L'expéditeur d'un mandat-poste sera tenu de fournir, si possible, le nom et le ou les prénoms (ou au moins l'initiale d'un prénom) et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire, ou le nom et l'adresse de la Maison de commerce ou de la Compagnie expéditrice ou destinataire.

Cependant, si le ou les prénoms ou l'initiale susmentionnés ne peuvent être fournis, le titre est néanmoins émis aux risques de l'expéditeur.

Article 8.

Si un titre est perdu ou non parvenu, un duplicata sera délivré sur demande écrite du destinataire contenant tous les renseignements nécessaires, adressée à la direction du Service des mandats-poste du pays dans lequel le titre primitif est payable ; sauf le cas où ce titre serait supposé avoir été égaré en cours de transmission dans le service postal, l'administration qui délivrera le duplicata sera autorisée de ce fait à percevoir les mêmes droits que ceux prévus par sa législation intérieure.

Article 9.

Toute demande tendant, soit à rectifier le nom, soit à modifier l'adresse du destinataire, soit à suspendre le paiement d'un titre, soit enfin à en obtenir le remboursement au profit de l'expéditeur, devra être adressée par ce dernier à la direction de l'office d'origine du mandat.

on the Money Orders which it may issue, provided that it shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission.

The commission shall belong to the issuing Administration.

The Administration issuing the Money Orders shall allow to the Administration paying the Money Orders a commission of one half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the total amount of the Money Orders paid, but no commission shall be allowed in respect of Money Orders issued free of charge.

Money Orders intended for or sent by Prisoners of War shall be exempt from all charges.

Article 7.

The applicant for every Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian or personal name (or at least the initial of one Christian or personal name) both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or the payees, and the address of the remitter and of the payee. If, however a Christian or personal name or an initial cannot be given an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article 8.

If a Money Order miscarries or is lost, a duplicate shall be granted on a written application from the payee (containing the necessary particulars) to the Chief Money Order Office of the country in which the original Order was payable and, unless there is reason to believe that the original Order was lost in transmission through the post, the Office issuing the duplicate shall be entitled to charge the same fee as would be chargeable under its own internal arrangements.

Article 9.

When it is desired that an error in the name of the payee shall be corrected, that the address of the payee shall be amended, that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, or that payment of a Money Order shall be stopped, application must be made by the remitter to the Chief Office of the country in which the Order was issued.

Article 10.

En tous cas, le remboursement d'un mandat ne pourra avoir lieu que sur la déclaration du bureau principal du pays où le titre était payable, que le mandat n'a pas été payé et que le remboursement est autorisé.

Article 11.

La durée de validité d'un mandat est fixée à douze mois, non compris celui de l'émission ; à l'expiration de cette période, le montant des titres non payés est reversé à l'Administration d'origine, qui en dispose suivant sa propre législation.

Article 12.

L'expéditeur d'un mandat pourra en obtenir *par la voie postale seulement*, un avis de paiement en versant d'avance, au profit exclusif de l'Administration d'origine, un droit fixe égal à la taxe perçue par cette administration pour les demandes d'avis de réception des objets de correspondance recommandée.

L'avis de paiement devra être établi par le bureau payeur sur une formule analogue au spécimen ci-annexé (Appendice A).

Il sera transmis directement à l'expéditeur, soit par ce bureau, soit par le bureau d'échange de l'administration de paiement.

Les avis de paiement des « mandats-poste en transit » (voir article 19) seront envoyés par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays.

Toute demande d'avis de paiement faite postérieurement à l'émission du titre sera transmise par la même voie, et le demandeur sera passible des droits prévus, en ce cas, par la réglementation du pays d'origine.

Article 13.

Les titres émis d'un pays sur l'autre seront soumis, en ce qui concerne l'émission, aux règlements en vigueur dans le pays d'origine, et, en ce qui touche le paiement, à la législation du pays de destination.

Article 10.

Repayment of a Money Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country in which such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorises the repayment.

Article 11.

A Money Order shall remain payable for twelve months after the expiration of the months of issue ; and the amount of every Money Order not paid within that period shall be returned to the Administration of the country of issue to be dealt with in accordance with the regulations of that country.

Article 12.

The remitter of a Money Order may obtain *by post only* an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge equal to that which is made in that country for acknowledgments for receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the paying office, and shall be transmitted direct to the remitter either by the office of payment or by the Exchange Office of the country of payment.

The advice of payment of " Through " Money Orders (see Article 19) shall be sent through the Offices of Exchange of the two countries.

Any application for an advice of payment made subsequent to the issue of the Order shall be sent in the same manner, and the applicant shall pay any special charges required by the regulations of the country of issue.

Article 13.

Money orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue, to the rules in force in the country of origin, and, as regards payment, to the rules in force in the country of destination.

Article 14.

Le bureau d'échange de Beyrouth communiquera au bureau d'échange de Londres le détail des sommes encaissées en vue de leur payement en Grande-Bretagne ; celui de Londres transmettra au bureau d'échange de Beyrouth le détail des sommes encaissées en vue de leur payement dans les pays du Levant sous mandat français. Les listes d'avis employées à cet effet seront conformes aux modèles B et C ci-annexés.

En vue de prévenir les inconvénients pouvant résulter de la perte d'une de ces listes, chaque office transmettra en même temps que chaque liste un duplicata de la liste envoyée par le précédent courrier.

Article 15.

Les mandats seront enregistrés sur les listes suivant une série mensuelle commençant le 1^{er} de chaque mois par le numéro « 1. » Le numéro affecté à un mandat sur la liste sera considéré comme « Numéro international ». Les listes seront elles-mêmes numérotées suivant une série annuelle commençant le 1^{er} janvier par le N^o 1.

Article 16.

Toute liste manquante devra être *immédiatement* réclamée par le bureau d'échange destinataire. Le bureau d'échange expéditeur devra alors transmettre sans délai au bureau d'échange correspondant une copie dûment certifiée de cette liste.

Article 17.

Chaque liste d'avis devra être soigneusement vérifiée par le bureau d'échange destinataire et corrigée en cas d'erreurs manifestes. Le détail des corrections sera communiqué au bureau d'échange expéditeur.

Si une liste comporte d'autres irrégularités, le bureau d'échange destinataire demandera des renseignements au bureau d'échange expéditeur, qui devra les fournir dans le plus bref délai possible. Dans ce cas, l'émission du titre intérieur faisant l'objet de la demande est suspendue jusqu'à régularisation.

Article 14.

The Office of Exchange at Beirut shall communicate to the Office of Exchange at London the particulars of sums received for payment in Great Britain, and the Office of Exchange at London shall communicate to the Office of Exchange at Beirut the particulars of sums received for payment in the countries of the Levant under French Mandate. Advice Lists similar to the annexed forms "B" and "C" shall be used for this purpose.

In order to prevent inconvenience in the event of an original list being lost, each Office shall also forward with every list a duplicate of the list sent by the preceding mail.

Article 15.

The Money Orders entered upon the Advice Lists shall be numbered serially, the series commencing each calendar month with number 1. The number borne by an Order in the List shall be known as its International Number. The Lists shall also be numbered serially, commencing each year with No. 1.

Article 16.

Any missing Advice List shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such a case, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a copy of the list, duly certified as such.

Article 17.

Every Advice List shall be carefully verified by the Office of Exchange to which it is sent, and shall be corrected if it contains a manifest error. Any correction shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

If a List show other irregularities, the Office of Exchange receiving it shall require an explanation from the despatching Office of Exchange, which shall give such explanation with as little delay as possible. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to any entry which is found to be irregular shall be suspended.

Article 18.

Dès l'arrivée d'une liste d'avis au bureau d'échange destinataire, celui-ci, après vérification, établira au profit des bénéficiaires les titres dont le montant est égal aux sommes spécifiées dans la liste ou à leur équivalent dans la monnaie du pays de destination : il les transmettra, soit aux destinataires, soit au bureau payeur, selon la réglementation en vigueur dans l'office destinataire.

Article 19.

Les administrations postales de Syrie, du Liban et des Alaouites pourront échanger, par l'intermédiaire de l'office de Grande-Bretagne, des mandats-poste avec les pays participant au service des mandats-poste avec la Grande-Bretagne. Ce service sera soumis aux dispositions particulières ci-après :

a) Le bureau d'échange de Beyrouth notifiera le montant de chaque mandat en transit au bureau d'échange de Londres, qui le notifiera, à son tour, à l'Office intéressé ;

b) Le montant maximum de chaque titre ne devra pas être supérieur à celui fixé dans les relations entre la Grande-Bretagne et le pays de destination ;

c) Les indications relatives à cette catégorie de titres devront figurer à l'encre rouge à la fin de chacune des listes d'avis ordinaires, notifiées à Londres, ou sur des listes spéciales, et le total du montant de ces titres sera compris dans le total des listes ordinaires ;

d) Le nom et l'adresse du bénéficiaire d'un mandat-poste en transit, ainsi que le nom de la ville et du pays destinataires, devront être aussi complets que possible ;

e) Les offices des pays du Levant, sous mandat français, alloueront à l'office de Grande-Bretagne, pour les mandats-poste en transit, une bonification égale à celle dont sont passibles les mandats payables en Grande-Bretagne (voir Art. 6). Le bureau d'échange de Londres créditera l'office du lieu du paiement d'une commission égale à celle prévue dans les relations entre cet office et la Grande-Bretagne, et déduira

Article 18.

As soon as an Advice List reaches the receiving Office of Exchange, that Office shall, after verifying its contents, prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the List or for the equivalents thereof in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

Article 19.

If the Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites desire to send Money Order remittances through the medium of the Post Office of Great Britain to any other country with which the Post Office of Great Britain transacts Money Order business, they shall be at liberty to do so, provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Office of Exchange at Beirut shall advise the amount of any such "Through" Order to the Office of Exchange in London, which will re-advise it to the country concerned.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed by the country of destination for Money Orders issued in Great Britain.

(c) The particulars of "Through" Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London, or on separate sheets, and the total amounts of the "Through" Orders shall be included in the totals of such Lists.

(d) The name and address of the payee of a "Through" Order, including the names of the town and country of payment, shall be given as fully as possible.

(e) The Post Offices of the countries of the Levant under French Mandate shall allow to the Post Office of Great Britain the same percentage (see Article 6) on "Through" Orders as on Orders payable in Great Britain, and the Office of Exchange in London shall credit the Office of the country of payment with the same percentage for "Through" Orders as for Orders issued in Great Britain, deducting

du montant du titre un droit de commission spécial fixé par l'administration de Grande-Bretagne ;

f) Au cas de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat en transit, le droit de commission prélevé par l'office intermédiaire restera à celui-ci.

L'office de Grande-Bretagne communiquera au bureau d'échange de Beyrouth les noms des pays avec lesquels il échange des mandats-poste, le montant maximum des titres dans chaque relation et les droits de commission à déduire du montant de chaque titre.

Article 20.

A la fin de chaque mois, le bureau d'échange de chacune des administrations postales établira et transmettra à son correspondant un relevé des mandats-poste émis par l'autre administration qui, non payés à l'expiration du délai de douze mois faisant suite au mois de l'émission, seront périmés au cours du mois écoulé (voir Appendice D). Un relevé « Néant » sera transmis le cas échéant.

Article 21.

Le bureau d'échange de Beyrouth, adressera au bureau d'échange de Londres, aussitôt que possible, après la fin de chaque mois, en deux exemplaires, un compte comprenant les articles suivants :

a) *Au crédit de la Grande-Bretagne :*

1^o Le total des listes d'avis envoyées par Beyrouth dans le courant du mois, diminué du montant des mandats périmés et du montant des mandats dont le remboursement a été autorisé dans les pays du Levant sous mandat français durant cette période ;

2^o La bonification de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés en Grande-Bretagne.

b) *Au crédit de la Syrie, du Liban et des Alaouites :*

1^o Le total des listes d'avis envoyées par Londres dans le courant du mois, diminué du montant des mandats périmés

from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the Post Office of Great Britain.

(f) When the amount of a " Through " Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service shall not be refunded.

The Post Office of Great Britain shall communicate to the Office of Exchange at Beirut the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article 20.

At the end of every month the Office of Exchange of each of the postal Administrations shall prepare and forward to the other a list showing particulars of every Order issued by the other Administration, which, not having been paid within twelve months after the end of the month of issue, has during that month become forfeited to the country of issue (see Appendix D). A " Nil " list shall be forwarded if there are no void Orders to be advised.

Article 21.

As soon as possible after the end of every month the Office of Exchange at Beirut shall furnish to the Office of Exchange at London a Money Order Account (in duplicate), which shall include the following items :

(a) *To the credit of Great Britain :*

(1) The totals of the Advice Lists which have been despatched from Beirut during the month less the amount of Orders authorised to be repaid in the countries of the Levant under French Mandate and the total amount of Orders issued in those countries which have become void during the month ;

(2) The allowance of $\frac{1}{2}$ % on the amount of Orders paid in Great Britain.

(b) *To the credit of Syria, Grand Lebanon and the Alawites :*

(1) The total of the Advice Lists which have been despatched from London during the month less the amount of

et du montant des mandats dont le remboursement a été autorisé en Grande-Bretagne durant cette même période ;

2° La bonification de $\frac{1}{2}$ % sur le montant des mandats payés dans les pays du Levant sous mandat français.

Ce compte établi sur une formule analogue à l'Appendice E, devra être accompagné des relevés :

- a) Des listes d'avis transmises pendant le mois dans les deux sens ;
- b) Des mandats remboursés ;
- c) Des titres périmés (voir Appendices F, G et H).

Une copie du compte dûment approuvée sera retournée au bureau d'échange de Beyrouth.

Article 22.

Lorsque au courant du mois le montant total des mandats émis par une des administrations postales dépassera de 500 livres sterling celui des titres émis par l'autre, l'Administration créditrice aura le droit de demander à l'office débiteur le paiement d'un solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance.

Ce paiement devra être effectué dans un délai de quinze jours à partir de la date de réception de la demande de l'office créditrice.

Au cas de non-paiement dans le délai sus-indiqué, les sommes dues porteront intérêts à raison de 7 % l'an, du jour de l'expiration de ce délai au jour du paiement.

Article 23.

La balance d'un compte général devra être versée, selon le cas :

1° Par l'office de Grande-Bretagne, le jour du renvoi au bureau d'échange de Beyrouth du duplicata du compte approuvé.

2° Par l'Inspection générale des Postes et Télégraphes de la Syrie, du Liban et des Alawites, le jour de l'envoi du compte au bureau d'échange de Londres :

En l'absence d'autres dispositions, les versements visés tant au présent article qu'à l'article

Orders authorised to be repaid in Great Britain and the total amount of Orders issued in Great Britain which have become void during the month ;

(2) The allowance of $\frac{1}{2}$ % on the amount of Orders paid in the countries of the Levant under French Mandate.

The Money Order Account shall be prepared on a form similar to that in Appendix E, and shall be accompanied by detailed statements of :

- (a) The Advice Lists forwarded in both directions during the month ;
- (b) Repaid and
- (c) Void Orders (see forms F, G and H in Appendix).

One copy of the Account duly accepted shall be returned to the Office of Exchange at Beirut.

Article 22.

Whenever during a month it is found that the Orders issued by one of the postal Administrations exceed in amount by £500 the Orders issued by the other, the creditor Office shall have the right to claim from the debtor Office as a remittance on account an amount up to three-quarters of the ascertained difference.

Payment by the debtor country shall be made within 15 days of the date of the receipt of the claim from the creditor country.

If payment is not made within the prescribed period, the amount claimed shall bear interest at 7 % per annum from the expiration of the prescribed period until payment is made.

Article 23.

When the Inspection General of the Post Office of Syria, Grand Lebanon and the Alawites has to pay to the Post Office of Great Britain the balance of the General Account, it shall do so at the same time at which it forwards the Account to the Office of Exchange in London, and when the Office of Great Britain has to pay the Balance, it shall do so at the same time at which it returns to the Office of Exchange at Beirut the duplicate of the Account accepted.

In the absence of other arrangements, such payments, as well as any payments required

22 seront faits en livres sterling au moyen de traites payables à vue sur Londres.

Toute somme restant due par une administration à l'autre à l'expiration des six mois qui suivent la période pour laquelle le compte est établi, portera intérêts à raison de 7 % par an.

Article 24.

Chacune des administrations postales sera autorisée à adopter, pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente convention, toutes mesures complémentaires qu'elle jugera convenables en vue d'assurer une plus grande sécurité contre les fraudes ou une meilleure exécution du service, pourvu qu'elle fasse connaître à l'administration correspondante les dispositions adoptées.

Article 25.

L'Inspection générale des Postes et des Télégraphes de la Syrie, du Liban et des Alawites aura la faculté de fixer le montant maximum des sommes pouvant être envoyées journellement par un même expéditeur au même destinataire en Grande-Bretagne.

Article 26.

Chacune des administrations postales se réserve la faculté d'augmenter le droit de commission ou même de suspendre temporairement le service des mandats-poste, au cas où elle constaterait que ce service est utilisé par des commerçants ou par toute autre personne pour l'envoi de sommes exagérées ou pour des manœuvres spéculatives sur les devises.

La suspension temporaire du service des mandats-poste pourra également être décidée de façon unilatérale par chacune des administrations en cause au cas de circonstances extraordinaires dont celle-ci demeurera seule juge.

Dans tous les cas, avis de cette suspension devra être donné immédiatement, au besoin par télégraphe, à l'administration correspondante.

under the provisions of Article 22, shall be made in sterling by means of drafts payable on demand at London.

Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 % per annum.

Article 24.

Each of the postal Administrations shall be authorised to adopt any additional rules (if not contrary to the provisions of this Agreement) for greater security against fraud, or for the better working of the system generally, provided that it shall communicate all such additional rules to the other Administration.

Article 25.

The Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites shall have the right to fix the maximum amount which a remitter may send by Money Order on any one day to the same payee in Great Britain.

Article 26.

Should it appear at any time that Money Orders are used by mercantile men or other persons in Great Britain or in the States of Syria, Grand Lebanon and the Alawites for the transmission of large sums of money or for speculative purposes, the Post Office of Great Britain or the Post Offices of Syria, Grand Lebanon and the Alawites, as the case may be, shall be authorised to increase the commission, and shall have power even wholly to suspend, for a time, the issue of Money Orders.

Each of the postal Administrations shall similarly have power to suspend temporarily the issue of Money Orders on account of any other unusual circumstances which it considers render such suspension necessary.

Whenever either of the Administrations suspends the issue of Money Orders, it must inform the other Administration immediately, by telegraph if necessary, of such suspension.

Article 27.

La présente convention entrera en vigueur à une date fixée d'un commun accord entre l'office de Grande-Bretagne et les administrations postales de la Syrie, du Liban et des Alaouïtes, représentées par l'Inspection générale des Postes et des Télégraphes à Beyrouth et promulguée conformément aux lois respectives des deux pays.

Elle courra d'année en année jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait donné avis à l'autre, un an à l'avance, de son intention de la dénoncer.

Les dispositions de la convention continueront, pendant la dernière année, à être fidèlement et entièrement exécutées sans préjudice de la liquidation et du paiement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double et signé à Paris, le 12 juin 1928.

(L. S.) CREWE.

(L. S.) A. BRIAND.

Article 27.

The present Agreement shall come into operation on a day to be agreed upon by the Post Office of Great Britain and the Postal Administrations of Syria, Grand Lebanon and the Alawites represented by the Inspection-General of Posts and Telegraphs at Beirut, after it shall have been promulgated according to the respective laws of the two countries.

It shall remain in force from year to year until one of the Contracting Parties shall have given notice to the other a year in advance of its intention to terminate it.

During such final year the Agreement shall continue to be executed fully and entirely without prejudice to the settlement and payment of the accounts after the expiration of the said term.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Paris, the 12th June, 1928.

APPENDIX A.

Front (Recto).

ADMINISTRATION DES POSTES
DE LA GRANDE-BRETAGNE.
Post Office of Great Britain.

AVIS DE PAYEMENT.

Advice of Payment.

Timbre du bureau expéditeur

Mandat N° }
Money Order No. }

Montant du mandat }
Amount of Order }

Emis par le bureau de }
Issued by the Post Office of }

le } 19.....
on the }

A }
To }

(Lieu de destination)
(Place of destination)

Au profit de } M.....
payable to }

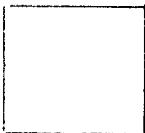
Service des Postes :

à }
at }
(Pays de destination)
(Country of destination)

Back (Verso).

Le soussigné déclare que le mandat mentionné au recto a été dûment payé le }
The undersigned certifies that the Money Order described on the other side was duly paid on the } 19.....

Timbre du bureau payeur
Stamp of paying office



Signature * du destinataire ou de l'agent de bureau
payeur,

*Signature * of the payee or of paying officer,*

* Cet avis doit être signé par le bénéficiaire ou, si les règlements du pays de destination le comportent par l'agent du bureau payeur, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur du mandat.

* *This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination allow it, by the paying officer, and returned by the first post directly to the remitter.*

Dimensions 105 × 148 mm.

Bordereau No
Feuille No

APPENDICE B

Bureau d'échange
de Beyrouth.

Bordereau des Mandats-Poste émis dans les Pays du Levant sous mandat français à la date du192....
et payables en Grande-Bretagne.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'origine	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Montant en monnaie syrienne	Montant en sterling	Avis de paiement	A employer par le bureau d'échange de Londres	
										Numéro du mandat définitif	Bureau de paiement
								£ s. d.			

Etabli par

Contrôlé par $\frac{1}{2}$

List No.
Sheet No.

APPENDIX B.

List of Money Orders advised by the Office of Exchange at Beirut to Great Britain on the192....

Date of Issue	International Number of the Money Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Amount in Syrian Currency	Amount in Sterling	Advice of Payment	For use of the Office of Exchange in London	
										Number of Order	Office of Payment
								£. s. d.			

Entered by

Checked by $\frac{1}{2}$

Bureau d'échange,
G.P.O. Londres.

APPENDICE C

Bordereau No.....
Feuille No

Bordereau des Mandats-Poste émis en Grande-Bretagne le 192... payables dans les Pays du Levant sous mandat français.

Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'expéditeur	Nom du destinataire	Adresse du destinataire	Avis de paiement	Montant du dépôt en sterling	A l'usage du bureau d'échange de Beyrouth				
									Taux de conversion	Somme à payer	Numéro du titre définitif	Bureau de paiement	Observations
								£ s. d.					

Etabli par

Contrôlé par $\frac{1}{2}$

List No.....
Sheet No.....

APPENDIX C.

Money Order Department,
G.P. O., London.

List of Money Orders advised by Great Britain to the Office of Exchange at Beirut the of 192...

Date of Issue	International Number of the Money Order	Original Number of Order	Office of Issue	Name of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Advice of Payment	Amount received in Sterling	For use of the Office of Exchange at Beirut				
									Rate of Conversion	Amount to be paid	Number of the Internal Money Order	Office of Payment	Observations
								£ s. d.					

Entered by

Checked by $\frac{1}{2}$

Controller.

APPENDICE D

Bordereau des Mandats émis dans les Pays du Levant sous mandat français payables ou en transit par la Grande-Bretagne, pendant le mois de 192..., qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant celui de leur émission et sont, par conséquent, périmés dans le pays d'origine.

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine	Numéro de Londres	Date d'émission	Bureau d'origine	Bureau de destination	Montant
								£ s. d.
							Total	

Bordereau des Mandats émis en Grande-Bretagne ou en transit par ce pays, payables dans les Pays du Levant sous mandat français durant le mois de 192..., qui n'ont pas été payés dans les douze mois suivant celui de leur émission et sont, par conséquent, périmés dans le pays d'origine.

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine	Date d'émission	Bureau d'origine	Bureau de destination	Montant
							£ s. d.
						Total	

APPENDIX D.

List of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate on Great Britain and beyond during the Month of 192..., which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	London Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount
								£ s. d.
							Total	

List of Money Orders issued in Great Britain and beyond on the countries of the Levant under French Mandate during the Month of 192..., which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the Country of Issue.

No. of List	Date of List	International Number of the Order	Original Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount
							£ s. d.
						Total	

APPENDIX E.

General Account of Money Order business transacted between Great Britain and the countries of the Levant under French Mandate during the month of , 192...

Credit of Great Britain.		Credit of the Countries of the Levant under French Mandate	
	£ s. d.		£ s. d.
Total amount of Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement F)		Total amount of Orders issued in Great Britain (see Statement F)	
<i>To be deducted :</i>		<i>To be deducted :</i>	
Repaid Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement G)		Repaid Orders issued in Great Britain (see Statement G)	
Void Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate (see Statement H)		Void Orders issued in Great Britain (see Statement H)	
Allowance of ½ % on total amount of Orders paid in Great Britain		Allowance of ½ % on total amount of Orders paid in the countries of the Levant under French Mandate	
Total credit of Great Britain		Total credit of the countries of the Levant under French Mandate	
<i>Deduct :</i>		<i>Deduct :</i>	
Credit of the countries of the Levant under French Mandate		Credit of Great Britain	
Balance in favour of Great Britain		Balance in favour of the countries of the Levant under French Mandate	

APPENDICE F

Mois de 192...

Compte détaillé des Mandats-Poste tirés des Pays du Levant sous mandat français sur la Grande-Bretagne pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros du Bordereau	Numéros internationaux des Mandats suivant Bordereau		Total du Bordereau	Observations
	de	à		
			£ s. d.	
		Total ...		

Mois de 192...

Compte détaillé des Mandats-Poste tirés de la Grande-Bretagne sur les Pays du Levant sous mandat français pendant le mois ci-dessus mentionné.

Numéros du Bordereau	Numéros internationaux des Mandats suivant Bordereau		Total du bordereau	Observations
	de	à		
			£ s. d.	
		Total ...		

APPENDIX F.

Month of , 192...

Detailed Account of Money Orders advised from the countries of the Levant under French Mandate to Great Britain during the Month mentioned above.

Number of the List	International Numbers of the Orders according to the List		Total of the List	Remarks
	From.	To.		
			£ s. d.	
		Total ...		

Month of , 192...

Detailed Account of Money Orders advised from Great Britain to the countries of the Levant under French Mandate during the Month mentioned above.

Number of the List	International Numbers of the Orders according to the List		Total of the List	Remarks
	From.	To.		
			£ s. d.	
		Total ...		

APPENDICE G

Bordereau des Mandats-Poste émis dans les Pays du Levant sous mandat français dont le remboursement a été autorisé par le Bureau d'échange de Londres et dont le montant total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le compte général du mois de 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

Bordereau des Mandats-Poste émis ou en transit par la Grande-Bretagne dont le remboursement a été autorisé par le Bureau d'échange de Beyrouth et le montant total a été déduit du crédit des Pays du Levant sous mandat français dans le compte général du mois de 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro d'origine du titre	Date d'émission	Bureau d'émission	Montant	Observations
						£ s. d.	

APPENDIX G.

List of Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate repayment of which has been authorised by the London Office, and the total amount of which has been deducted from the credit of Great Britain in the General Account for the Month of , 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£ s. d.	

List of Money Orders issued in Great Britain and beyond, repayment of which has been authorised by the Beirut Office of Exchange, and the total amount of which has been deducted from the credit of the countries of the Levant under French Mandate, in the General Account for the Month of , 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount	Remarks
						£ s. d.	

APPENDICE H

Bordereau de Mandats-Poste annulés émis aux Pays du Levant sous mandat français dont le total a été déduit du crédit de la Grande-Bretagne dans le compte général du mois de 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro original du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

Bordereau de Mandats-Poste annulés émis dans la Grande-Bretagne ou en transit par ce pays, dont le montant total a été déduit du crédit des Pays du Levant sous mandat français dans le compte général du mois de , 192...

Numéro du bordereau	Date du bordereau	Numéro international du titre	Numéro original du titre	Bureau d'émission	Montant	Observations
					£ s. d.	

APPENDIX H.

List of Void Money Orders issued in the countries of the Levant under French Mandate, the total of which has been deducted from the credit of Great Britain in the General Account for the Month of , 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£ s. d.	

List of Void Money Orders issued in Great Britain and beyond, the total of which has been deducted from the credit of the countries of the Levant under French Mandate in the General Account for the Month of , 192...

Number of List	Date of List	International Number of Order	Original Number of Order	Office of Issue	Amount	Remarks
					£ s. d.	